

PISTE
POUR DES RECHERCHES, PERSPECTIVES
ET OPINIONS NOUVELLES

TEMPS DE SEMAILLES

"S'il y a un *sens du réel*, et personne ne mettra en doute son droit à l'existence, il doit bien exister quelque chose qu'on puisse appeler le *sens du possible*. Un événement et une vérité possibles ne sont pas égaux à un événement et une vérité réels moins la valeur "réalité" mais contiennent, du moins selon leurs adeptes, quelque chose de sublime, un feu, une perspective, une volonté de construire, une utopie consciente qui, loin de craindre la réalité, l'appréhende simplement comme une tâche et une invention perpétuelles".

Robert Musil
L'homme sans qualités

Le 25 avril est maintenant une date tranquille

Les députés se parent de fleurs, le Président prononce un discours sur les préoccupations que lui inspire l'inégalité dans le monde, les chevaux de la troupe caracolent sur le boulevard périphérique, les éditoriaux critiquent le front du refus de la gauche qui unit les oppositions une fois par an, les généraux garantissent que l'histoire a déjà tourné cette page. Réduit à un pèlerinage, le 25 avril servira de thème aux rédactions scolaires, sans avoir jamais été l'occasion d'une réflexion approfondie de la part des protagonistes ; amputée de la mémoire des années de braise, il se trouvera réduit à une date et cette date réduite à un petit ajustement modernisateur et européenisant qui, de toute façon, était déjà en cours. La révolution

devient mutation, les luttes des valeurs, des faits ne demeurent que leurs ombres. Tout est bien qui finit bien.

Alors restera l'objection de conscience. Et avec elle une attitude intransigeante qui ne se règle pas à l'horaire imposé — élections et consumérisme, nationalisme éventé et "grand défi de 1992", messes pour l'âme de Salazar et un palais des Congrès à Belém¹ — et qui maintient ce sens du possible, appréhendant la réalité comme une tâche et une invention perpétuelles, comme le propose Musil.

C'est à ce niveau que réside l'exigence stratégique, l'effort pour voir plus loin que le bout de son nez et pour proposer un chemin, une discussion, une action sociale. Parce que jamais la gauche n'a eu de stratégie : si ce n'est celle du Parti communiste portugais, si longtemps agrippée à un mythe auto-tranquillisant selon lequel la révolution continuait, ce qui était traduit en bon portugais par la concentration des efforts et des intentions vers une intervention de faible portée dans les plis de l'appareil d'État pendant et après la crise pré-révolutionnaire. Et c'est ce vide qui alors permet toute la plasticité de la politique, d'une droite qui a voté tous les pactes avec le Mouvement des forces armées et qui ensuite se fait le porte-drapeau de la "libération de la société civile" jusqu'au moment où elle décide de donner les radios... à l'Église, d'une gauche qui semble dominée par l'alternance entre le Bloc central et une bipolarisation², miraculeuse et rédemptrice, les deux faces de la même monnaie pour un rotativisme³ confortable et inspirant confiance.

Les racines de ce parcours résident-elles dans le 25 avril lui-même ? Pourquoi cette date suscite-t-elle encore tant d'exorcismes, avec le révisionnisme anti-national [NDT, portugais : *com a limpeza desnacionalizante*] invoquant maintenant les sinistres esprits du 11 mars⁴, les révisions constitutionnelles fondées sur le sempiternel argument de la modernisation européenne, ce fantasme qui menace le Portugal depuis deux décennies ? La réponse réside encore dans le 25 avril.

Et cette discussion constitue le texte que voici : tout d'abord vient le temps du conflit, dont on cherchera une description — évidemment discutable comme tout le reste — qui classe et sépare ; en second, vient le temps de l'ordre, pendant lequel nous entendons les théories qui interprètent, les savoirs qui constituent le noyau stratégique de toute pensée politique. Ces deux moments, qui furent jadis appelés

1. *Toutes les notes sont de Michel Cahen.* Le palais des Congrès de Belém a été construit afin d'abriter les installations de la première Présidence portugaise de l'Europe communautaire.

2. Le "bloc central" est la politique d'unité du Parti socialiste avec des partis du centre ou du centre-droit. Au bloc central succède la majorité de droite ou la coalition du centre et de la droite, rejetant toute la gauche dans une bipolarisation accentuée.

3. Dans l'histoire politique portugaise, le "rotativisme" fait référence à la forte instabilité gouvernementale entre 1851 et 1900, avec une rapide "rotation" des équipes ministérielles. Par extension donc, simple changement de gouvernement ne modifiant pas fondamentalement la situation.

4. Le 11 mars 1975, au terme d'une semaine de rumeurs, une tentative de *putsch* où était impliqué le général Spínola tenta d'empêcher l'infléchissement à gauche de la Révolution des œillets. Le général Spínola s'enfuit en hélicoptère en Espagne, et la situation se radicalisa encore plus.

par D. João I^{er} le temps du faucon et le temps de la chouette — c'est du moins ce que nous rapporte Oliveira Martins et il avait peut-être bien raison.

I.

L'histoire a déjà été contée de bien des façons.

Cent-trente-six officiers se réunirent le 9 septembre 1973. Ils discutaient de revendications professionnelles, dans l'esprit d'une corporation menacée — mais les circonstances de la guerre et de la dictature menèrent beaucoup plus loin que ce point de départ, et deux mois plus tard, ils en étaient à la préparation du coup d'État, entre secrets de polichinelle et intrigues de feuilleton télévisé : le commandant de la région militaire d'Evora se chargeant de prendre note des immatriculations des voitures qui arrivaient à la réunion, en tenue civile, avec une PIDE inaccoutumée à agir contre son allié, la seconde béquille du régime.

En décembre, Kaulza⁵ tente son coup de force, en février sort *Portugal e o Futuro* de Spínola⁶. Le 14 mars les généraux jurent fidélité aux chefs de la dictature ; deux jours plus tard une révolte militaire est sur le point de descendre dans la rue — mais elle est annulée, le contre-ordre arrive trop tard aux Caldas da Rainha, deux cents hommes marchent sur Lisbonne et tout se termine sans grandes émotions. Caetano avait alors achevé la lecture du livre de Spínola ; selon ses dires ultérieurs, c'est en fermant la dernière page qu'il se convainquit du caractère inévitable du coup d'État militaire. Mais s'il fit en mars fonctionner tout le dispositif d'alerte, se réfugiant avec le gouvernement à Monsanto⁷ et faisant immédiatement agir des forces fidèles, il resta en avril dans l'attente du déroulement des événements, se réfugiant dans ce qui n'était autre qu'un piège stratégique, la caserne du Carmo. La dictature tombait sans grande résistance, comme épuisée après un demi-siècle de répression, de machiavélisme jésuitique de Salazar, de règne jurassique.

La PIDE résiste qui avait encore de nombreux documents à brûler, les ministres se rendent ou tentent de fuir en faisant des trous dans les murs, Tomás⁸ reste une journée entière à la maison, attendant que quelqu'un se souvienne de lui. Le coup d'État provoque alors la mise en mouvement de la société portugaise, niée, subalternisée, dépendante : la crise pré-révolutionnaire est l'accoucheuse des forces contemporaines et cette naissance connut trois moments.

La première heure fut celle des généraux. Spínola occupe le pouvoir comme

5. Kaulza de Arriaga, ex-commandant en chef des troupes au Mozambique, connu pour ses idées *ultra*.

6. *Le Portugal et le Futur*, du général Spínola, ancien gouverneur et commandant-en-chef de la Guinée, fut un coup de tonnerre au sein du régime : un de ses plus hauts dignitaires proposait une issue politique, sous la forme du fédéralisme.

7. Base militaire aérienne de Lisbonne.

s'il lui était destiné : les capitaines se soumettent à son sens de la discipline et de la hiérarchie, le pouvoir ne tombe pas dans la rue et Caetano peut à qui de droit le remettre en un ultime acte symbolique de la manipulation d'un pays. Les discussions sur le programme du Mouvement des forces armées (MFA) sont alors seulement les signes du conflit, rapidement dépassés par les faits au long d'un été suffisamment chaud pour imposer dès les premières heures la libération de tous les prisonniers politiques, et non seulement de quelques-uns, puis immédiatement après la fin des hostilités, les trêves et le retrait des troupes coloniales.

Spínola représentait dès la première heure une autre solution, un obstacle au pouvoir multipolaire dont le trapèze des forces était constitué par la *Junta*⁹, le MFA et les initiatives populaires et des partis : c'était la solution physiologique, de continuité organique du régime avec une ouverture de décompression momentanée — son discours d'investiture annonce tout ce programme, assurant que "le destin de l'Outre-mer devra être décidé par tous ceux qui considèrent ces terres comme les leurs" et que le Président allait "garantir la survie de la nation souveraine dans son ensemble continental". Il n'y parvint pas, comme on le sait, en dépit de menaçantes grandes manœuvres internationales avec Nixon et Mobutu¹⁰.

La légitimation d'un pouvoir fort ayant échoué avec la chute de Palma Carlos¹¹, la majorité silencieuse n'ayant donné qu'une manifestation ratée au Campo Pequeno¹², la solution des généraux se résuma rapidement à deux petits hélicoptères fuyant précipitamment en Espagne après l'échec du 11 mars. Avec Spínola partaient les Mellos et les Champallimauds¹³ ; le premier se consacra au terrorisme¹⁴, les seconds, avec leur savoir de générations, aux finances. Tous furent récompensés : l'un est maréchal, les autres sont de nouveau banquiers. Mais là s'arrêtèrent leurs aventures pour sauver la Patrie.

Ce fut alors l'heure des capitaines, d'un pouvoir triangulaire entre gonçalvistes, COPCON¹⁵ et le groupe des Neuf¹⁶, qui s'adapte, selon des géométries variables, aux accords arrangés par les blocs partisans, aux solutions économiques d'urgence, qui cherche à répondre aux pressions sociales focalisées magnétiquement par les occupations de terres et d'usines, ô combien de fois en réponse aux sabotages et abandons d'un patronat bien trop soumis à Dieu et à l'autorité pour supporter le

8. L'amiral Américo Tomás était le chef de l'État qu'avait faire "élire" Salazar, Marcelo Caetano étant le Président du conseil muni des vrais pouvoirs.

9. La *junte* de salut national était l'organe étatique suprême issu du coup d'État, formé de sept militaires.

10. Spínola rencontra le président américain Richard Nixon et le dictateur zaïrois Mobutu aux Açores afin de s'opposer au cours des événements en Angola.

11. Premier Premier ministre nommé par Spínola, tombé le 9 juillet 1974.

spectacle surprenant des revendications et des actions populaires.

La fragilité des structures sociales est le fait dominant. Amer, Marcelo Caetano ne pardonnait pas à sa bourgeoisie :

"La bourgeoisie portugaise, habituée à jouir d'un climat de paix durant presque un demi-siècle, sous la protection de tant d'institutions qui lui servaient de bouclier, n'avait ni l'esprit combatif ni le savoir nécessaire à la défense des principes qu'elle disait confesser"¹⁷.

Les spinolistes financent et impulsent le PPD et le CDS¹⁸ mais ces partis demeurent d'autant plus marginaux dans l'articulation du pouvoir qu'ils n'ont pas encore acquis de capacité de manœuvre sociale¹⁹ ; mais d'autre part les partis de la gauche institutionnelle ne canalisent pas non plus les mobilisations ni ne contrôlent la dynamique sociale. De ce désajustement permanent demeure le MFA, investi de l'autorité du courage politique du coup d'État, cherchant à s'adapter et à adapter les multiples pressions.

Minoritaire au sein de la hiérarchie militaire, sans projet cohérent, le mouvement des capitaines vivait de ses propres illusions : un "appareil d'État de base populaire", garantissait le *Documento guia povo-MFA* que les partis signaient sans sourciller et qui prévoyait une géographie détaillée des pouvoirs populaires du bas en haut, qu'aucun des signataires évidemment ne voulait mettre sur pied. Alors on discuta du "modèle péruvien"²⁰ et de nombreuses conférences et visites illustrèrent ce comportement inédit des militaires : et tout serait resté à l'identique si le conflit n'avait pas ignoré la théorie, imposé ses règles.

Le conflit envahit alors les forces armées, et *ce fut ainsi l'heure des soldats* : la plus courte, le temps d'un été durant lequel les soldats manifestent et le MFA se

12. Spínola, peut-être en coordination avec des préparatifs de coups d'État devant avoir lieu à Luanda (Angola) et à Lourenço-Marques (Maputo, Mozambique), avait convoqué pour le 28 septembre une manifestation de la "majorité silencieuse", que le nouveau Premier ministre, le colonel Vasco Gonçalves, appuyé par le MFA, l'obligea à annuler. Spínola démissionna alors, remplacé par le général Costa Gomes. Les partisans de Spínola tentèrent encore un soulèvement le 11 mars suivant (voir note 4).

13. Grands capitalistes portugais aux considérables intérêts métropolitains, coloniaux et brésiliens.

14. Spínola fonda l'ELP (Armée de libération du Portugal) qui fut responsable de quelques attentats.

15. Le Commandement opérationnel du Continent (COPCON) avait été créé le 12 juillet 1974 afin d'empêcher la décomposition d'une armée rongée par l'indiscipline. Mis sous les ordres de l'architecte du 25 avril, l'ex-major, nouvellement général, Otelo de Carvalho, le COPCON allait jouer un rôle politique considérable jusqu'au 25 novembre 1975.

16. Le groupe des Neuf, mené par Melo Antunes représenta, dans le contexte d'alors, l'aile modérée du MFA.

17. M. CAETANO, *Depoimento*, Rio de Janeiro, Ed. Record, 1974, p. 93.

18. Le PPD, Parti populaire démocratique, est devenu le PSD, Parti social-démocrate (centre-droit), qui est depuis plusieurs années majoritaire et dont le dirigeant Cavaco Silva est le Premier ministre ; le CDS, Centre démocrate et social, est un parti démocrate-chrétien de droite.

dissout à Tancos, où les diverses fractions militaires comptent les fusils dans l'espoir de ne jamais tirer et la lutte intestine continue jusqu'où précisément avait commencé le 25 avril, dans l'occupation des médias²¹. L'ordre allait régner à Lisbonne parce que le Président décrétait l'état de siège ; deux cents soldats étaient restés le 16 mars aux portes de Lisbonne, deux cents commandos suffirent à contrôler une armée au sein de laquelle personne ne sait que faire et que personne ne veut arrêter²².

Il y avait alors des forces sociales favorables à l'imposition d'une autre solution militaire, pensant possible et désirable une confrontation immédiate où les forces populaires auraient tenté de renverser l'état de siège, instaurant un gouvernement leur. Mais non : la bataille était perdue d'avance, par manque de capacité à mobiliser et à unir un front unique des travailleurs ; non encore, parce qu'il était nécessaire de développer et d'approfondir un processus de mobilisation populaire qui portât l'expérience concrète de la démocratie directe, de la participation et de l'action immédiate des citoyens, de l'organisation des producteurs. Le 25 novembre avait triomphé²³.

II.

La question stratégique fondamentale de la période ouverte avec le 25 avril fut la dissociation entre les rythmes de développement de la crise des appareils d'État, et ceux de la mobilisation et de l'organisation des classes sociales.

Dans cet espace échurent tous les conflits, mais échut aussi une légitimation du conflit : la fragilité des appareils répressifs et les contradictions entre les organes de décision, décentralisés du fait des luttes au sein du MFA, ouvrirent un champ d'action aux mouvements populaires, stimulèrent autant des initiatives qu'elles aggravèrent des illusions. Le problème est de comprendre que l'élargissement de la marge réelle de l'autonomie de l'État face à la société de classes, dans une situation de confrontation généralisée, peut être un instrument efficace pour l'absorption des

19. Medeiros FERREIRA, *Ensaio histórico acerca da revolução do 25 de abril*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1983, pp. 112-113.

20. Le Pérou était alors dirigé par un gouvernement militaire assez progressiste.

21. L'occupation du journal proche du Parti socialiste, *República*, allait provoquer une crise politique majeure, divisant les militaires, la gauche et l'extrême-gauche. L'Église catholique exigeait évidemment aussi l'évacuation de Radio Renascença.

22. Les commandos du capitaine Jaime Neves auraient facilement pu être arrêtés par les forces du COPCON — au prix de quelques combats. Mais Otelo Saraiva de Carvalho préféra en appeler au calme, se rangeant de fait du côté du pouvoir — ce dont on ne lui sut nul gré par la suite.

conflits.

Et ce fut le contraire que nous dirent les principaux porte-voix de la gauche réformiste et institutionnelle ; il vaudra la peine de s'en souvenir. La thèse qui se vendait alors était que le pouvoir de l'appareil d'État, "prenable par morceaux", se trouvait contrôlé par les travailleurs sur le plan politique et sur le point de l'être dans le domaine économique²⁴. D'autres plus aventureux disaient, encore assez longtemps après, que l'État avait carrément cessé d'exister pendant cette période :

"Si nous acceptons les concepts marxistes et léninistes de l'État qui le définissent dans son essence comme un instrument administrativo-répressif au service de la dictature plus ou moins déclarée du capital, et la contribution gramscienne qui le définit comme hégémonie cuirassée de coercition, il n'exista donc pas d'État, dans toute l'acception du concept, pendant cette période de la vie du Portugal"²⁵.

L'auteur oublie que même Napoléon savait que l'État ne se réduit pas à la force : on peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus. Il manquait à l'État portugais la coercition, mais il lui restait encore l'hégémonie, au regard du retard de l'organisation alternative populaire. Et cet État ébranlé, divisé, allait encore montrer sa capacité d'initiative, d'intégration des conflits, d'absorption des fractures : le 25 novembre aura alors été la démonstration chimiquement pure du pouvoir causal propre de la superstructure (ce que j'ai déjà défendu dans "A vertigem insurreccional : teoria e política do PCP na viragem de agosto de 1975"²⁶).

Mais la théorie allait encore résister à la réalité : en naquit la thèse de ce qu'avec la profondeur des transformations, il serait impossible de stabiliser une démocratie bourgeoise au Portugal ou, dans la terminologie de successifs congrès ou réunions du PCP, de ce que la révolution "continuerait". Dans cet univers très particulier, évidemment, le prisme des réalités est autre : chaque révision constitutionnelle allait être un coup d'État, bien que voté, bien qu'annonciateur et prophétique d'une nouvelle révision-coup d'État, à son tour éventuellement à voter... La politique en resta réduite à cette quadrature du cercle ; de son côté la démocratie bourgeoise se stabilisa lentement, sous le *leadership* de la direction socialiste (une publicité ne nous parle-t-elle pas aujourd'hui du "grand leader" ?...) et de ses alliances multiformes avec le CDS et le PSD, jusqu'à créer l'espace de reconstitution de l'autorité de l'État et de concentration des forces au profit du PSD cavaquista²⁷ qui nous gouverne, de réforme structurelle en réforme structurelle.

23. Le 25 novembre 1975, les commandos de Jaime Neves brisent le mouvement revendicatif des parachutistes de Tancos et inaugurent ainsi un processus de renversement des rapports de forces, même si le gouvernement dirigé depuis le 5 septembre (chute de Vasco Gonçalves) par Pinheiro de Azevedo ne fut pas modifié. Dès lors, le balancier penche vers la droite.

24. Par exemple César OLIVEIRA, *MFA e Revolução Socialista*, Lisbonne, Diabril, 1975.

25. Ronaldo FONSECA, *A Questão do Estado na Revolução Portuguesa*, Lisbonne, Livros Horizonte, 1983.

III.

Mais ce nouvel ordre aussi devait être expliqué et eut ses hérauts.

Une fois passés les commotions, les exils prudents au Brésil, les conspirations de sacristie, le 25 avril est maintenant réécrit avec la sobriété du sociologue et la certitude de l'historien. C'est aussi un exercice de haute couture : le costume est cousu aux mesures du client, et la dictée de la mode est un triptyque majestueux dans lequel les *classes moyennes*, artisans de la *démocratie*, enterrent les rêves chimériques d'une *révolution impossible*.

Les *classes moyennes* : laissons d'abord entrer les acteurs. Par le portrait qu'elles se donnent d'elles-mêmes, nous les voyons, protagonistes de la rédemption. La sociologie assure qu'elles sont l'étai de la stabilité du système électoral, peut-être parce que ce dernier lui a déjà joué bien des tours — mais la faute vient forcément du système électoral, cas évident de démocratie chronique [NDT, en portugais : *democracite crónica*] qu'il importe de soigner²⁸.

Centre de gravité du pays, leur dignité a pour prix la reconstruction du passé. Et dès lors, où il y avait rupture du 25 avril, on lit désormais "processus d'élaboration" de mutations structurelles en cours depuis longtemps. En un tendre enveloppement très au goût du regretté Bloc central, on découvre que ces classes moyennes s'organisent aussi bien en un PS qu'en un PSD unis fraternellement dans les graphiques stratégiques d'un Joaquim de Aguiar et mis en relation par la prose d'un Villaverde Cabral qui du reste n'a pas besoin de nombre de justifications pour faire passer son soutien de l'un à l'autre²⁹. Et vient finalement la démocratie parlementaire, héritière d'une vénérable "tradition libérale" que l'on fait reculer jusqu'à la Régénération³⁰, bien que, de démocratie, on n'ait guère usé ni abusé durant la Première république, comme on le sait. Toutes ces théories sont concentrées dans le notable article de M. Villaverde Cabral³¹, "A segunda república em perspectiva histórica".

Après les acteurs, regardons la mise en scène : c'est la *démocratie*. Les classes moyennes ont joué leur rôle, ont dynamisé les entrailles de la société civile pour permettre une configuration servant de base d'appui au Parlement, et voici nos démocrates au bon comportement quittant leur maison de nuit, coupant la route à Rio Maior, brûlant les locaux des partis infidèles et les journaux sataniques, au nom de la nation bien sûr³².

Et vient le final, parce qu'il faut toujours un final dans ces histoires : de toute façon, *la révolution était impossible*, parce qu'elle cachait mal en son sein un Pol Pot et que ceci n'est pas tolérable pour nos sages coutumes de fado et vin vert. Et ainsi tout ce qu'il y eut d'authentique dans le 25 avril, qui fut intervention populaire

26. *Revista crítica de ciências sociais*, Coimbra, mai 1985, n° 15-16-17.

27. De Cavaco Silva, dirigeant du PSD et Premier ministre.

à la recherche de ses chemins, une démocratie réelle qui naissait, est dévalorisé par l'histoire écrite des vainqueurs et répétée à satiété.

IV.

À la gauche il restera deux chemins.

Celui de ce si convaincant *principe de réalité*, une administration gestionnaire [NDT, en portugais : *administrativismo*] de faible portée, un "constructivisme" incapable de jamais ignorer les forces présentes — inévitablement celles du passé —, une politique réduite au spectacle et à ce vide d'idées et de projets qui échoit dans tous les programmes électoraux, un ravissement envers l'Europe — et au nom de tout cela on recrée de temps à autres le climat de l'urgence électorale, proclamant des alternatives qui n'en ont que le nom.

Et d'autre part, celui de ce *principe du possible*, l'appel à recommencer, à construire quelque chose de nouveau, et à commencer résolument par la racine.

"Seul le chapitre des croisements est ouvert à l'espérance", disait Bianqui. C'est le meilleur résumé du 25 avril : bifurcation de l'histoire de ce siècle, ce fut *l'heure de l'espoir*, le seul moment où fit sens le célèbre "plus rien ne sera comme avant". Ce chapitre est-il désormais refermé ? Sans aucun doute ; il en restera la mémoire d'une répétition générale pour quelque chose dont nous ne cernons pas bien les contours, mais qui commencera par de nouvelles réponses et de nouveaux chemins de la société, contre l'ordre normalisé d'une démocratie vidée de sens, d'une exploitation continuée, d'une dépendance aggravée. Il est possible qu'il n'y ait pas d'autre point de départ pour affirmer une gauche dans la gauche.

1993

Francisco LOUÇÃ

Instituto superior de economia e gestão, Lisbonne

[Traduction du portugais de Michel Cahen, non revue par l'auteur]

-
28. Le système électoral portugais est fondé sur la proportionnelle et la méthode de Hondt, qui favorise les minorités. Les élections présidentielles sont ouvertes à quiconque réunit 7 000 signatures de citoyens. Rappelons qu'en France, il faut celle de 500 maires.
29. Manuel Villaverde Cabral, historien de renom, un temps directeur de la Bibliothèque nationale de Lisbonne. Venu d'un groupuscule maoïste de l'avant 1974, il évolua vers le soutien au PSD et au PS.
30. La *Regeneração* est une période spécifique de l'histoire portugaise qui va de 1851 à 1868 — bien que le thème de la régénération, opposée à la décadence qui obsédait les dirigeants portugais, soit vif jusqu'en 1910. Elle commence par la révolte militaire portant, avec le duc de Saldanha, les libéraux au pouvoir et marque l'entrée du Portugal dans le monde du capitalisme moderne.
31. M. VILLAVERDE CABRAL, "A segunda república em perspectiva histórica", in *Análise social*, Lisbonne, n° 75.
32. En 1975 un grand nombre de locaux de partis de gauche (PCP mais d'autres aussi) furent attaqués, surtout dans le Nord du pays, par des groupes soutenus par des partis de droite ou par l'Église catholique locale.